

STOP À L'INTERVENTION FRANÇAISE AU MALI !

Comme pour l'Afghanistan, on nous refait le coup de l'intervention militaire au nom de la lutte contre le terrorisme, qui stopperait l'avancée du fondamentalisme religieux dans le monde. Députés et sénateurs sont unanimes. USA, OTAN, ONU et Union européenne félicitent François Hollande, et les grands médias dominants nous ressassent le même message : c'est malheureux mais il n'y a pas d'autre solution pour libérer les peuples que de les bombarder !

Les responsables de la situation dans cette région sont les mêmes qui appellent aujourd'hui à la guerre pour « libérer » le Mali. Depuis la fin de la période coloniale, les pays occidentaux ont tracé des frontières ne correspondant pas à l'implantation des populations sur place. La domination économique des pays dominants écrase le développement des pays comme le Mali, avec la participation à cette mascarade des dirigeants de ceux-ci. Le gouvernement malien, en faisant appel à la France, donne la légitimité à la France pour gérer les affaires maliennes en lieu et place des peuples du Mali.

Les différents groupes armés qui sévissent au Mali ne sont-ils pas financés par d'autres grandes puissances alliées de la France comme les pays du Golfe ? Les armes avec lesquelles ils combattent ne viennent-elles pas du conflit libyen dans lequel la France est intervenue ?

Halte à la propagande de guerre, halte à l'hypocrisie !

Nous ne croyons pas en la sincérité du motif avancé par le gouvernement français pour cette « intervention ». Le véritable motif, c'est la réaffirmation de l'emprise politique et économique française sur le continent africain. Les véritables effets, c'est, pour les actionnaires d'AREVA et de Dassault, l'envolée du cours de leurs actions ; c'est, pour les Africains, sommés de rembourser une dette illégitime, un appauvrissement toujours croissant ; c'est, pour notre gouvernement, des dépenses vertigineuses et donc un prétexte idéal pour introduire toujours plus de reculs sociaux (dette de l'Etat – mesures d'austérité) et de reculs démocratiques (lois « antiterroristes » et sécuritaires). En réalité, pour l'intervention au Mali comme pour la guerre en Afghanistan, en Irak et en Libye, ce sont les puissances impérialistes qui veulent dicter leurs lois à tous les peuples.

L'intervention militaire française n'est en réalité pas motivée par des aspirations de liberté pour les peuples du Mali. La défense des intérêts financiers intervenant dans l'exploitation de l'or, de l'uranium et des hydrocarbures en est la véritable raison. Ces ingérences des pays impérialistes ont de graves conséquences économiques et écologiques dans les pays concernés.

De plus, si la situation au Mali est « stabilisée », qu'adviendra-t-il des pays proches ? Le problème risque de se déplacer dans d'autres pays qui ne seront « aidés » par personne s'il n'y a rien à gagner dans leurs sols ou leur main-d'œuvre !

- **Retrait immédiat des troupes françaises et leurs alliés**
- **Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes**
- **Démantèlement des bases militaires françaises en Afrique**

RASSEMBLEMENT MARDI 5 FÉVRIER 18 h 30 AU MÉTRO CAPITOLE



Premiers signataires : Alternative libertaire, Coup pour Coup 31, Nouveau Parti anticapitaliste, Organisation communiste marxiste-léniniste Voie prolétarienne, Parti de Gauche...